

ABONNEMENT.

Saumur : Un an... 30 fr. Six mois... 16 Trois mois... 8

Poste :

Un an... 35 fr. Six mois... 18 Trois mois... 10

On s'abonne :

A SAUMUR, chez tous les Libraires ; A PARIS, Chez DONGREL et BULLIER, Place de la Bourse, 33 ; A. EWIG, Rue Fléclier, 2.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne... 20 c. Réclames... 30 Faits divers... 75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS, Chez M. HAYAS-LAVITTE et Co, Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

4 Octobre 1879.

Chronique générale.

D'après l'un de nos agents diplomatiques à Berlin, on demeure convaincu en Allemagne qu'une idée de revanche persiste en France contre la Prusse...

C'est lundi prochain que le conseil de la Légion-d'Honneur reprendra ses séances. Il abordera immédiatement la question de la réintégration des amnistiés légionnaires.

A la suite de considérations politiques que M. Waddington aurait fait valoir, le retour du Président de la République à Paris serait avancé de quelques jours.

D'un autre côté, le nouveau nonce a été officiellement informé qu'il sera reçu la semaine prochaine par le Président.

Voici une protestation à laquelle le cabinet Waddington ne s'attendait pas : Il se manifeste dans les quartiers populeux de Paris, dans le faubourg Saint-Antoine notamment, une grande irritation à propos de l'expulsion des instituteurs et institutrices congréganistes.

« bonnes sœurs » dont elle apprécie la charité et le dévouement.

Le Soleil croit savoir que le comité radical du quartier de Javel, à Paris, persiste à soutenir la candidature de l'amnistié Humbert aux élections municipales.

Nous lisons dans l'Indépendance belge : « Quelqu'un demandait à M. Grévy : « Que pensez-vous, monsieur le Président, des banquets légitimistes ? » Il répondit en souriant : « Ma devise vis-à-vis des partis hostiles est celle-ci : Tout laisser dire et ne laisser rien faire. »

Un nouvel envoi de marins des chantiers de l'Etat est arrivé, mercredi soir, de Cherbourg, conduit par un quartier-maître, pour être mis à la disposition de l'architecte qui dirige les travaux de réinstallation de la Chambre des députés.

M. Gambetta a déclaré à M. de Jolly qu'il voulait absolument siéger avant le 1^{er} décembre, ne fût-ce qu'une demi-heure. Tant pis si le Sénat n'est pas prêt, a dit l'hôte du Palais-Bourbon, nous nous prorogerons s'il le faut.

M. Lepère ne s'est pas encore assez prononcé. Il va prendre de nouveau un petit congé pour aller revoir ses bons amis du département de l'Yonne, mais il ne sera absent que deux ou trois jours seulement.

Une petite partie de chasse, et il reviendra tout de suite place Beauvau.

Le contre-gouvernement. — Le parti de la Commune se reconstitue tout doucement dans divers quartiers de Paris, par l'organisation de comités d'arrondissement, comités de section, comités de secours, et enfin, par

dessus tout, par un comité central qui a son siège à Montrouge.

Ces comités, qui paraissent inoffensifs pour le moment, sont autant de municipalités révolutionnaires, prêtes à fonctionner comme elles le furent au 18 Mars, à l'insu du gouvernement de carton que nous avons le bonheur de posséder en ce moment-là. Aujourd'hui, les choses sont changées. Le gouvernement sait que ces comités existent et il les tolère.

A méditer : Une chose, dit l'Echo de la Dordogne, a frappé ceux qui ont assisté aux grandes manœuvres : c'est le soin apporté par les officiers prussiens à remplir la mission qui leur était confiée. Tandis que les autres officiers étrangers se contentaient de suivre l'état-major, les envoyés prussiens parcouraient tout le terrain des manœuvres, examinant les cantonnements, consultant leurs cartes, prenant des notes, interrogeant et se rendant compte de tout.

On nous rapporte que M. Rouher, s'expliquant tout récemment avec quelques amis qui auraient voulu ménager une réconciliation entre lui et le prince Jérôme, a déclaré formellement son intention de quitter la vie politique. Il se démettra de son mandat de député après avoir pris part à la discussion des grandes questions économiques auxquelles il a attaché son nom.

D'ailleurs, l'éminent homme d'Etat ne rentre pas complètement dans la vie privée. Il a promis d'accepter la présidence d'une des grandes Sociétés financières de Paris.

Il paraît que parmi les déportés ramenés par le Navarin se trouvent un membre de la Commune, M. Gérardin, et deux membres du Comité central, MM. Rousseau et Ferrat. La Marseillaise fait remarquer qu'il y a là une contradiction avec la déclaration de M. Le Royer, qui avait annoncé qu'aucun chef

de l'insurrection ne bénéficierait de l'amnistie. Elle en conclut que, pour être logique et ne pas tomber dans l'arbitraire, il faut en venir à l'amnistie plénière.

Les directeurs de l'Agence Havas qui, comme on sait, sont loin d'être légitimistes, ont été frappés du réveil monarchique manifesté en France par les nombreux banquets du 29 septembre. L'Agence Havas a envoyé à la presse française et étrangère une correspondance où nous remarquons les passages suivants :

« Paris, 30 septembre.

Les banquets qui ont eu lieu, hier, à Paris, et dans les départements, pour fêter l'anniversaire de la naissance du comte de Chambord, ont été nombreux sur tous les points du territoire. Ici, il n'y en a pas eu moins de 14, et plusieurs milliers d'invités y ont pris part ; j'ajouterais que beaucoup de personnes, qui s'étaient fait inscrire à la dernière heure, n'ont pu être reçues, faute de place. Il suffit de lire les comptes rendus pour reconnaître que les manifestations ne sont pas sorties des bornes de la plus stricte légalité. L'Adresse au comte de Chambord, les discours prononcés, les toasts portés, relevaient uniquement des vœux formés pour le rétablissement de la Monarchie légitime. Le chef de la maison de Bourbon a confiance que les leçons de l'expérience feront, Dieu aidant, plus pour sa cause que tous les appels aux procédés familiers aux révolutionnaires, c'est-à-dire à la violence et à l'insurrection.

En somme, les amis du comte de Chambord ne se proposaient pas autre chose, hier, que de prouver que la foi monarchique n'était pas éteinte en France. Ils y ont réussi, et leurs démonstrations produiront, sans doute, une grande satisfaction à Frohsdorf, où l'on ne se fait pas d'illusions et où, par conséquent, on pouvait espérer moins bien que ce qui s'est passé hier.

Les appréciations des feuilles républicaines relatives aux services religieux et aux

Feuilleton de l'Echo Saumurois.

AVENTURES D'UN GENTILHOMME

LE MANOIR DE ROSVEN

(Suite.)

IV

LE MANOIR ET LA PAROISSE.

Conformément aux volontés de Jean-François, la famille entière et tous les gens du logis, à l'exception de la bonne femme mourante et de la vieille Marianne qui la gardait, se trouvèrent rassemblés dans la grande salle de Rosven.

— J'en ai vu assez en entrant, dit le vieillard, pour savoir à peu près ce qui se passe. Le moment est venu où les vieux comme les jeunes, où les femmes comme les hommes ne doivent rien ignorer. Qu'on s'explique donc devant moi ! Si cruelles que soient les épreuves réservées à mes derniers jours, je montrerai que la force de l'âme survit à la force du corps !

Ces mots, lentement et faiblement articulés, vibrèrent dans le salon.

Tous les regards se portèrent du patriarche à son fils Armand, qui analysa la situation, raconta le sac de Kermarek, parla des rapports faits antérieurement par Morvan-Béquille, et, sans rien dire de la conjuration La Rouarie, à laquelle il n'était pas affilié personnellement, ajouta que les gens du pays, effrayés par les excès des sans-culottes, ne se sentaient cependant pas disposés à repousser la violence par la violence.

Le bonhomme, affaissé sur lui-même, écoutait attentivement.

Quand Armand dit avec quelle générosité les Gavésio venaient d'offrir leurs services à la famille La Faugerais, le patriarche releva la tête, ouvrit les yeux et sourit noblement au vieux Pierre, qui tréssaillit de fierté.

Mais lorsque l'aîné parla de la proposition qu'on avait faite de quitter Rosven, Jean-François fit un geste, et s'écria plus chaleureusement qu'on n'aurait pu le présumer :

— Non ! nous n'abandonnerons pas le toit de nos pères ! C'est ici que je suis né, c'est ici que je veux mourir. Rosven ! berceau de ma jeunesse, on ne m'arrachera pas vivant de tes murs !... Qu'ils viennent !... je ne leur livrerai que mon cadavre.

Les paysans, touchés par un sentiment profondément enraciné dans leur cœur, répétaient confu-

sément qu'ils mourraient pour la défense de Rosven.

Peu à peu leurs voix devinrent plus distinctes, ils s'associaient énergiquement au vœu du vieillard ; ils jurèrent de s'ensevelir sous les ruines du manoir si les patriotes venaient l'attaquer.

Les traits de Jean-François rayonnaient d'un enthousiasme véritablement breton que partageaient les femmes et les enfants eux-mêmes.

Tout à coup un nouveau personnage entra dans le salon ; on reconnut Morvan-Béquille.

Le mendiant ne parut pas surpris de voir tant de personnes assemblées dans la grande salle ; il venait de la ferme, où les femmes Gavésio l'avaient déjà instruit en partie de la réunion qui avait eu lieu au manoir.

Après avoir humblement salué le bonhomme et ses fils, il s'approcha de M. de Kerfuntun, lui dit quelques mots à l'oreille, et se mêla au groupe des paysans et des domestiques.

M. de Kerfuntun alors s'avança vers le patriarche de Rosven.

— Mon père, dit-il, d'impérieux devoirs m'appellent ; il faut que je renonce à l'espoir d'être un nombre des défenseurs de votre maison. Bénissez-moi !

— Allez, allez ! Kerfuntun, et que Dieu vous garde ! dit le bonhomme Jean-François.

Louise et Francésa, effrayées du prompt départ

de leur père qui faisait déjà seller son cheval, se précipitèrent dans ses bras en versant des larmes.

— Quoi ! s'écriaient-elles, vous voudriez partir, partir seul !

Hilaire et Ermel demandaient à leur aïeul la permission d'escorter le père de Louise et de Francésa. Mais la première sentit redoubler ses craintes ; elle se jeta aux pieds de son mari en le suppliant de rester.

Francésa voyait qu'Ermel accompagnerait son père, et qu'ainsi toutes ses angoisses passées allaient renaitre.

Le bonhomme hésitait, mais il aurait probablement cédé aux sollicitations de ses petit-fils, lorsque Pierre Gavésio s'avança au milieu du salon :

— Que celui-ci, dit-il en frappant sur l'épaule de Malo, son quatrième garçon, que celui-ci marche avec M. de Kerfuntun, comme Alain a marché avec M. Ermel.

La proposition du vieux fermier mit fin aux généraux débats qui agitaient tous les cœurs.

Kerfuntun et Malo Gavésio partirent avec Morvan-Béquille.

Une heure après, la principale pièce du manoir était convertie en une salle d'armes où l'on rassemblait assez de fusils pour tous les hommes en état de combattre.

Le soir même, Francésa dépouilla le déguisement de paysanne qu'elle avait conservé jusque là. Ros-

banquets commémoratifs du 29 septembre, témoignent de leur surprise en présence du calme et de la dignité qui n'ont cessé de présider à ces manifestations. C'est vainement qu'elles rechercheront dans les discours prononcés prétexte à raillerie ou à quelque dénonciation d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement ou des citoyens les uns contre les autres, elles ne découvriront rien qui ne soit profondément légal et respectueux de l'ordre aussi bien que de la paix publique. L'allocation de M. Numa Baragnon à Chambord est notamment un chef-d'œuvre dans ce genre; aussi, à quelque opinion qu'on appartienne, est-il difficile de ne pas comprendre les applaudissements décernés à l'orateur. »

Etranger.

BELGIQUE. — Bruxelles, 3 octobre. — Il n'est bruit ici que d'une quadruple alliance entre la Belgique, la Hollande, le Danemarck et la Grande-Bretagne, pour assurer l'indépendance des petits royaumes et entraver toute éventualité d'une guerre franco-allemande.

AUTRICHE. — Nous lisons dans une correspondance particulière de l'*Union*, datée de Vienne, 30 septembre :

« La visite du prince de Bismark à Vienne est interprétée par les journaux de diverses manières, mais selon le point de vue politique de chaque papier. Les uns parlent d'une « alliance défensive », qui aurait été conclue entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne pour prévenir une explosion du panslavisme et du nihilisme, ou quelque chose de plus grave encore. Les autres, mieux renseignés peut-être, se contentent de dire que la présence du « chancelier de fer » à Vienne se rapporte à des questions purement économiques. D'autres pensent, avec non moins de raison, mais avec plus de justesse, que cette visite, annoncée depuis un mois, n'est pas un événement politique, mais qu'elle pourrait bien être le prélude d'un événement. » Les trois opinions sont peut-être vraies; toutefois, on ne croit pas à Vienne que cette « entente amicale » entre deux grands empires voisins ait un but purement platonique, ni encore moins un objet purement commercial.

« Ce qui paraît certain, et j'oserais presque l'affirmer, c'est qu'il n'a pas été conclu une alliance proprement dite; car ces sortes de traités offensifs ou défensifs ne se font pas au grand jour. D'ailleurs, l'objet manquerait à une pareille alliance, et elle aurait, en outre, le grave inconvénient d'éveiller des soupçons qui n'existent pas. L'Autriche veut la paix, et je crois que l'Allemagne ne désire pas une guerre, ni contre la France, ni contre la Russie, parce qu'elle pourrait compromettre ses propres intérêts. Cela me paraît tellement clair que je crois inutile de le démontrer.

« Quant aux ovations dont le prince de Bismark aurait été l'objet de la part des

Viennois, il y a ici beaucoup d'exagération. L'affluence des curieux était grande à l'arrivée; on a crié : *Hourrah!* j'en conviens; mais, devant l'*Hôtel impérial*, où le prince était logé, il y avait, outre la police prussienne, beaucoup plus de Prussiens domiciliés ici que de Viennois. Du reste, M. de Bismark s'est rendu assez célèbre pour exciter la curiosité publique, surtout dans une capitale où il y a plus d'étrangers, Slaves, Italiens, Magyars, Français, que d'Allemands. On compte à Vienne seulement plus de quatre-vingt mille Juifs! Les ovations valent donc l'alliance; cela ne se trouve que sur le papier des journaux.

« Je me résume, et je dis une seconde fois avec le *Vaterland* : « La visite du prince de Bismark n'est pas un événement, mais peut-être le prélude à un événement. » L'Europe est si mal agencée que, dans six mois, le *Vaterland* pourrait avoir raison. Et pourtant ce n'est pas le nihilisme ni le panslavisme qui pourrait inspirer de sérieuses craintes à M. de Bismark. J'ajouterais que l'Autriche, comptant sur l'amitié provisoire de l'Allemagne, ne redoute ni l'un ni l'autre, pas même dans la presqu'île des Balkans. Où sont donc les craintes actuelles de M. de Bismark? Dans le système économique de l'Allemagne, et elles ne sont que là. Et s'il en a d'autres non moins graves, mais beaucoup moins menaçantes, ce n'est pas à Vienne qu'il viendrait les révéler.

« Il faut donc renvoyer aux pays des chimères toutes les fantaisies des journaux au sujet d'une alliance entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. »

ALLEMAGNE. — Plusieurs journaux allemands et anglais, dit la *Gazette de Cologne*, ont annoncé que le prince Gortschakoff aurait prochainement une entrevue avec le prince de Bismark. On n'a rien appris à ce sujet dans les cercles politiques de Berlin.

D'après les intentions exprimées jusqu'à présent par le prince Gortschakoff, il y a plutôt lieu de croire que cet homme d'Etat restera, comme l'an dernier, à Bade, jusqu'à la fin du mois de novembre.

Chronique militaire.

L'ARMÉE EN 1880.

On lit dans le *Journal officiel* :

On sait que c'est à partir de l'année prochaine que pour la première fois notre législation militaire fonctionnera dans toute son étendue. Jusqu'à ce jour, par des raisons budgétaires, on n'a appelé le plus souvent qu'une classe de réservistes par année et qu'une fraction d'armée territoriale. L'année prochaine, les Chambres ayant voté les crédits nécessaires, on va pouvoir exécuter la loi militaire dans toutes ses prescriptions et appeler sous les drapeaux les classes de toutes les catégories de l'armée dont vient le tour d'exercice.

Voici quel sera le nombre d'hommes appelés pour chaque catégorie en 1880 :

Armée active : 497,793 hommes.
Réserve (deux classes) : 343,859 hommes et 2,850 officiers.
Armée territoriale : 449,000 hommes et 4,800 officiers.

Au total, il y aura 968,300 hommes, tant officiers que soldats, qui passeront sous les drapeaux en 1880, c'est-à-dire bien près d'un million d'hommes.

En ce qui concerne l'armée active, il y aura à incorporer en 1880 un nombre d'hommes s'élevant à 164,554, ainsi répartis entre les diverses armes :

Infanterie, 108,729; cavalerie, 46,363; artillerie, 25,224; génie, 3,544; équipages militaires, 5,422; soldats d'administration, 5,275. Total, 164,554.

Ces 164,554 hommes seront partagés en deux portions suivant la loi : la première portion du contingent, appelée à servir cinq ans nominativement, comprendra 107,300 hommes; la seconde partie du contingent appelée à servir un an comprendra le reste, soit 57,254 hommes.

Le nombre des volontaires d'un an qui seront admis en 1880 a été fixé à 8,820.

M. le général Grosley, faisant droit aux réclamations de tous les officiers du train des équipages militaires, a décidé qu'un étendard serait confié à cette arme.

Voici l'ordre du jour que M. le général en chef de Cissé a adressé aux troupes du 44^e corps d'armée à la suite des grandes manœuvres :

« Le général commandant en chef le 44^e corps est heureux d'exprimer toute sa satisfaction aux troupes qui ont pris part, sous ses ordres, aux grandes manœuvres d'automne, pour leur bonne tenue, leur esprit parfait de discipline et la régularité apportée dans tous les mouvements.

« Officiers généraux, supérieurs et autres de toutes armes ont fait preuve du plus grand zèle et d'une connaissance complète de leur métier.

« Le général en chef tient à les remercier de leur concours éclairé, qui lui a rendu sa tâche facile.

« Il adresse les mêmes éloges aux divers états-majors et aux services administratifs, qui ont fonctionné d'une manière remarquable.

« Il remercie également les autorités administratives du département de la Vendée et les autorités municipales des localités où l'on a cantonné, de tous les efforts qu'elles ont faits pour venir en aide à la troupe, et il s'empresse de leur témoigner, ainsi qu'aux habitants, les sentiments de cordiale reconnaissance de chacun.

« Le général a remarqué que des sous-officiers se servaient avec une grande intelligence de la carte, et il les engage à persévérer dans cette étude si importante pour le succès des opérations de guerre.

« En résumé, les manœuvres de cette année prouvent que tout le monde a travaillé avec conscience et que le résultat satisfaisant auquel on est arrivé donne la certitude qu'on ne s'arrêtera pas dans la voie du progrès.

» Au quartier général de Luçon, le 26 septembre 1879.

» Le général commandant le 44^e corps d'armée,
» Général de Cissé. »

La limite d'âge fixée pour le concours d'admission à l'École polytechnique sera prorogé d'une année en 1880, pour tous les candidats ayant atteint cette limite en 1879.

Le ministre de la guerre vient d'arrêter ainsi qu'il suit le costume de guerre des membres de la Société de secours aux blessés.

Personnel supérieur. — Tunique en drap gros bleu, collet rabattu, deux rangées de boutons dorés, marqués de la croix de la Société, gilet et pantalon de même drap, casquette anglaise, avec galons d'or au-dessus du turban, capote semblable à celle de l'armée, brassard au bras gauche, croix rouge sur fond blanc à la casquette, au-dessus de la visière, et, au manteau, sur la poitrine.

Personnel inférieur. — Veston, gilet et pantalon en drap gros bleu, boutons en cuivre marqués de la croix de la Société, guêtres en cuir, manteau sans manches, avec col et capuchon, casquette anglaise et sac de soldat en cuir noir, brassard et croix comme les chefs.

Insignes. — Membres du conseil : six croix d'or sur drap au collet. Délégués régionaux : quatre croix d'or et une d'argent au collet. Comités de province : quatre croix d'or sur collet de velours cramoisi; médecins traitants, deux croix d'or; aides-médecins, une croix d'or.

Pharmaciens. — Deux croix d'or sur collet de velours vert.

Aides pharmaciens. — Une croix d'or.

Aumôniers. — Trois croix d'or sur collet de velours noir.

Aumôniers auxiliaires. — Deux croix d'or.

Comptables. — Deux croix d'argent sur drap au collet.

Aides comptables. — Une croix d'argent.

Ces croix sont répétées sur la casquette et sur le collet de la capote.

Le sergent brancardier porte une croix sur la manche, un bras de la croix étant doré et l'autre rouge.

Le caporal brancardier porte sur la manche une croix dont les deux bras sont rouges.

Voici quelques détails que donne l'*Armée française* sur l'organisation des colombers militaires créés pour fournir, en cas de guerre, un moyen de correspondance, dont on a su apprécier les avantages en 1870 :

« La France n'est pas restée en arrière des autres puissances, et le service du génie, chargé de l'organisation et de l'entretien des colombers militaires, a établi ce service sur le pied le plus satisfaisant. Presque toutes nos places fortes sont pourvues de pigeonniers, et les oiseaux voyageurs atteignent le chiffre de 5,000.

« Tous les mois, le ministre de la guerre reçoit une situation détaillée de nos effectifs

ven était en insurrection. On apprit aux femmes l'art de fabriquer les cartouches. Autour de Louise et de ses sœurs se pressaient les filles Gavésio, de Bastin et de Jean du Gavre.

Alain était chargé de la fonte des balles; tous les vieux tuyaux de plomb, enlevés des toits, furent convertis en projectiles. L'ex-voltigeur, sous prétexte d'apporter des matériaux, multipliait ses apparitions au salon; toujours alors il avait quelques mots à dire à Jeanne la brune.

Mélite et Francésa plaisantaient en interrogeant la paysanne sur son futur mariage.

— Et qu'attendez-vous donc? demanda étourdiment M^{lle} de Kerfuntun.

— Mon Dieu! répondit tranquillement la fille du métayer, c'est une idée d'Alain, qui ne veut pas, dit-il, se marier avant M. Ermel.

Louise et Mélite de rire; mais Francésa de rougir bien fort à cette réponse.

Si les châtelaines s'amusaient des amours du voltigeur et de la jeune fermière, les paysannes chuchotaient en revanche fort à l'aise chaque fois qu'Ermel, revenant de diriger les travaux de terrassements, papillonnait autour de Francésa.

En leur qualité de militaires, le vicomte et le chevalier s'étaient chargés de mettre le manoir en état d'opposer une vigoureuse résistance. La vieille douve, naguère transformée en pacifique potager, fut déblayée, creusée et revêtue d'un talus,

sur lequel on planta une palissade de pieux, dont les interstices formaient autant de meurtrières. Les parapets, ou, pour nous servir du mot usité dans le pays, les fossés qui entouraient les champs et les bois de l'avenue furent réparés avec soin, comme autant d'ouvrages avancés. On parla beaucoup au bourg de ces préparatifs de défense.

Les nouvelles devenant de plus en plus alarmantes, quelques hommes de bonne volonté vinrent se présenter aux frères Gavésio, qui les enrôlèrent sous les ordres de M. Ermel.

Les châtelains avaient unanimement reconnu que le jeune officier, sans même excepter le capitaine de vaisseau, était le membre de la famille le plus apte à prendre le commandement immédiat de la petite troupe, qui grossissait chaque jour. Armand, Michel et Hilaire s'étaient partagés les autres soins relatifs à l'approvisionnement du manoir.

Jean du Gavre continuait à battre la campagne et à fréquenter Vannes et Ploërmel.

Les Gavésio faisaient en sorte qu'on ne manquât de rien, et du reste les paysans commençaient à ne plus porter de vivres dans les villes, où la disette se faisait sentir, tandis que, par contre-coup, une trop grande abondance de denrées encombrant les campagnes, privées de débouchés.

Le bonhomme Jean-François voulait être tenu au courant de tout. Souvent, de la chambre dont il ne sortait plus, il donnait encore d'utiles avis.

Ce fut lui qui voulut qu'on fit en cachette un dépôt d'armes et de munitions dans les bois de Rosven, où les Gavésio, dirigés par Hilaire, creuserent sous le roc un petit magasin qui fut fort utile par la suite.

Quoique le bonhomme eût énergiquement repoussé la pensée d'aller s'établir à Kerbozec, il invita encore Armand à faire transporter dans la gentilhommière tous les meubles superflus du manoir, disant que Rosven pouvait succomber et qu'il fallait se ménager un lieu d'asile. Le vieux châtelain, résolu à mourir sous le toit de ses pères, pensait à ceux qui devaient lui survivre : on se rendit à ses désirs; la gentilhommière abandonnée fut remise en état d'être habitée; on profita, pour opérer le déménagement, d'une belle et froide journée de décembre; et l'hiver promettant d'être très-rigoureux, on commença d'espérer qu'il se passerait sans combats.

On se trompait.

Vers le milieu de janvier 1793, une bande de forcenés partie de Ploërmel, soutenue par une escouade de gendarmes à cheval, et commandée par un officier de la commune, parut devant Rosven. Si les paysans n'étaient pas déterminés à combattre, du moins ils gardaient toutes leurs sympathies pour les gentilshommes; on fut prévenu longtemps d'avance au manoir. Quand les patriotes se montrèrent à la lisière du bois, un feu de mous-

queterie bien nourri les déconcerta.

Les gendarmes, cependant, piquent des deux et s'enfoncent dans l'avenue. La douve les arrête; les portes et les contrevents des fenêtres sont percés de meurtrières, une vive fusillade les oblige à battre en retraite. Au moment où ils passaient dans l'avenue, d'invisibles adversaires, postés en tirailleurs, tuèrent encore plusieurs d'entre eux.

Le reste prit la fuite.

A Saint-Ermel, ils trouvèrent les sans-culottes occupés à piller le presbytère et l'église.

Ce dernier outrage enflamma d'une sainte colère ceux-mêmes des paysans qui n'ont pas coopéré à la défense du manoir. On s'arma de fourches, de bâtons et de fléaux; une sanglante mêlée s'ensuivit. Les paysans fauchent les bonnets rouges. Les patriotes, épouvantés, regagnent Ploërmel avec une faible partie de leur butin; les gendarmes, réduits de moitié par les défenseurs de Rosven, restent néanmoins maîtres du champ de bataille; ils se retirent en bon ordre.

(A suivre.)

G. DE LA LANDELLE.

